

pour accroître leur production alimentaire et pour assurer une distribution et un stockage adéquats. À cet égard, je me réjouis des progrès actuellement réalisés au niveau des stratégies alimentaires, y compris l'appui qui leur est donné par la communauté internationale. Au Canada, nous consacrons actuellement plus de 40% de notre aide publique au développement - soit plus de 5 milliards de dollars sur cinq ans - aux secteurs de l'alimentation et de l'agriculture.

L'exploration et la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement importateurs de pétrole continuent d'être d'une importance capitale. Le Canada en a fait un secteur prioritaire de son aide bilatérale au développement. De même, Pétro-Canada International a maintenant commencé ses opérations avec un capital initial de 250 millions de dollars en vue de fournir une assistance à l'exploration pétrolière et gazière dans les pays en développement. Des projets d'exploration commenceront cette année en Tanzanie, en Jamaïque et au Sénégal, et d'autres projets sont à l'étude dans un certain nombre de pays. Au niveau multilatéral, bien que le projet de création d'une filiale énergétique au sein de la Banque mondiale ne semble plus devoir aller de l'avant, nous continuerons à rechercher d'autres méthodes de promouvoir l'objectif d'un accroissement des prêts au secteur énergétique.

Un système commercial international sain est indispensable à la croissance économique dans les pays développés tout autant qu'en développement. La Réunion ministérielle du GATT en novembre prochain offrira une occasion rêvée de s'attaquer aux problèmes actuels du commerce et d'établir l'ordre du jour des activités commerciales pour les années 80. Nous espérons que les questions qui préoccupent les pays en développement pourront y être abordés d'une manière qui renforce et adapte mieux l'ensemble du système commercial international. Par ailleurs, il est temps que les nouveaux pays industriels acceptent davantage d'obligations en vertu du GATT et que leur contribution au système commercial international soit à la mesure de leur enjeu dans le système.

Le fonctionnement efficace du système monétaire et financier est bien sûr un problème qui est étroitement lié au précédent. Nous espérons que les participants à la réunion annuelle FMI/BIRD qui doit se tenir à Toronto dans un peu plus d'un mois commenceront à se pencher sur la possibilité d'accroître les quotes-parts au FMI et de faire avancer le processus de règlement des préoccupantes difficultés financières que connaît l'Association